

DOLKUN ISA

Président du Congrès mondial ouïghour

LE PIÈGE

COMMENT LA CHINE ÉTOUFFE
LES VOIX DISSIDENTES DU PEUPLE OÜÏGHOUR

CHINOIS



Flammarion

Le Piège chinois

Dolkun Isa

Le Piège chinois

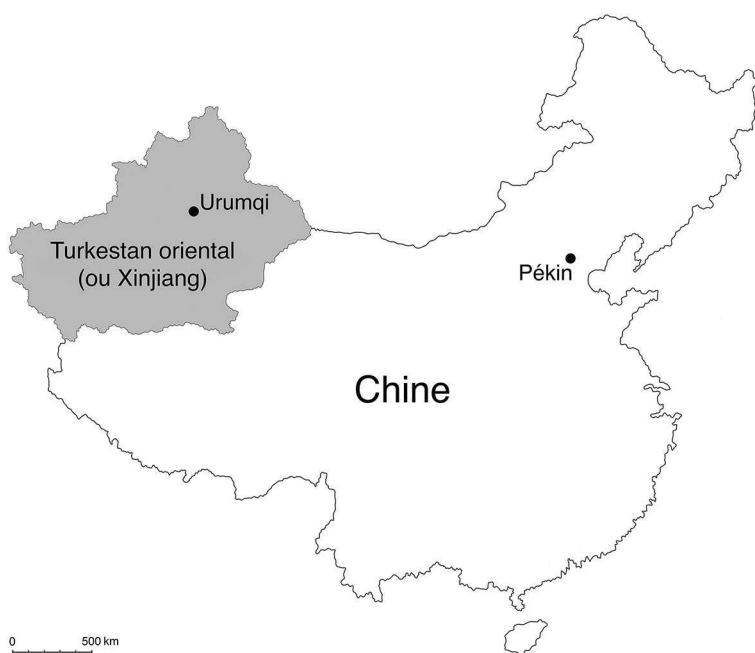
témoignage

*Traduit de l'anglais
par Éric Darbré*

Flammarion

Titre original : *The China Freedom Trip*
Éditeur original : Har-Anand Publications PVT
LTD, Delhi, Inde.
© Dolkun Isa, 2022.
Pour la traduction française :
© Flammarion, 2024.
ISBN : 978-2-0804-4550-6

La région ouïghoure
au sein de la République populaire de Chine



Chronologie

1884

Le territoire ouïghour est administrativement rattaché à l'Empire chinois.

1911

Chute de l'Empire chinois. La région tombe aux mains de seigneurs de guerre et sombre progressivement dans le chaos.

12 novembre 1933-6 février 1934

République islamique du Turkestan oriental.

12 novembre 1944

Instauration d'une nouvelle République du Turkestan oriental.

19 septembre 1949

Arrivée des troupes communistes chinoises au Xinjiang, fin de la Seconde République ouïghoure.

1955

Création par la Chine communiste de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang.

Le Piège chinois

1967

Naissance de Dolkun Isa à Aksu.

1988

Dolkun Isa lance un vaste mouvement étudiant pro-démocratie à Urumqi, capitale de la région ouïghoure.

1994

Pourchassé par la police chinoise, Dolkun Isa fuit la Chine pour la Turquie.

1996

Il s'installe avec sa femme à Munich, en Allemagne.

1997

Sur demande de la Chine, Interpol émet une notice rouge contre Dolkun Isa.

2016

Mise en place d'une politique de terreur en Chine contre les Ouïghours et construction de centaines de camps d'internement.

2017

Dolkun Isa est élu président du Congrès mondial ouïghour.

2018

Interpol annule sa notice rouge.

17 mai 2018

Sa mère meurt en détention dans un camp chinois.

Chronologie

2019

La Chine reconnaît l'existence des camps où ont été emprisonnés au moins un million de Ouïghours.

2021

Dolkun Isa est réélu président du Congrès mondial ouïghour.

Décembre 2021

Le « Tribunal ouïghour » de Londres juge la Chine responsable d'un génocide contre les Ouïghours.

Janvier 2022

L'Assemblée nationale française adopte une résolution dénonçant le génocide des Ouïghours.

Septembre 2022

Un rapport de l'ONU évoque de possibles « crimes contre l'humanité » dans la province ouïghoure.

2023

À cette date, une dizaine de parlements et de gouvernements (dont les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Japon, le Canada...) ont reconnu l'existence d'un risque de génocide et/ou de crimes contre l'humanité à l'égard des Ouïghours par la Chine.

Quelques mots du traducteur

Traduire un auteur que l'on connaît personnellement offre des avantages non négligeables. On peut le contacter directement pour un oui ou pour un non, discuter avec lui de détails, lui proposer d'approfondir certains passages ou d'en raccourcir d'autres. L'habitude de l'entendre s'exprimer permet également de retranscrire au mieux sa pensée et la manière qu'il a de l'énoncer. C'est exactement ce qu'il s'est passé pour ce livre. Pour être franc, Dolkun, je le connais plutôt bien. La première fois que nous nous sommes rencontrés, c'était à Istanbul en 1998. Il était alors un jeune activiste ouïghour plein de fougue et d'optimisme. Moi, je débute dans le journalisme et j'avais hâte de me confronter aux injustices de ce monde pour les dénoncer. Nous étions faits pour nous entendre. Il me parlait de son pays, de son peuple, de l'oppression chinoise et de sa certitude qu'un jour tout changerait. Contrairement à lui, la Chine ne m'avait pas dans le collimateur et je pouvais facilement obtenir un visa pour me rendre sur place, en territoire ouïghour pour médiatiser ce qu'il s'y passait.

Chaque séjour dans ce far-west chinois demandait un peu plus de courage – pas de ma part, mais de

celle des Ouïghours qui acceptaient de me rencontrer et de témoigner. Malheureusement, mes articles ne changeaient rien. D'ailleurs je peinais à intéresser les rédactions qui ne juraient alors que par la crise au Tibet. Mes collègues me répondaient que les Ouïghours manquaient sérieusement d'atouts : un nom imprononçable (je vous passe les blagues avec les yoghourts), turcophones, musulmans et même pas de leader charismatique tel le dalaï-lama pour les Tibétains.

Dolkun, comme tant d'autres de ses camarades de lutte, souffrait terriblement de ce désintérêt. « Nous sommes sur le point de disparaître et le pire, c'est que personne ne s'en rend compte », me répétait-il. Nous nous sommes promis de ne pas baisser les bras. Les années ont passé, Dolkun a continué d'alerter sans relâche les instances internationales, les gouvernements occidentaux, les ONG humanitaires. De mon côté, j'abandonnais la presse écrite pour me tourner vers la télévision, espérant toucher un public plus large. Au milieu des années 2010, la question ouïghoure commençait enfin à titiller l'intérêt des chaînes. Mais n'était-ce pas trop tard ? Presque vingt ans avaient passé depuis mon premier reportage au Turkestan oriental (ou Xinjiang pour les Chinois)... J'en étais à une dizaine de voyages en Chine et je ne pouvais que constater la quasi-irréversibilité de la situation chez les Ouïghours. En deux décennies, j'ai vu l'arrivée de centaines de milliers de colons chinois, la disparition progressive de la langue ouïghoure dans les écoles, les commerces, les lieux de vie, la fermeture des mosquées, la destruction de ces vieilles villes à l'architecture si typique d'Asie

Quelques mots du traducteur

centrale, la généralisation des contrôles de police dans les rues, le travail forcé dans les champs... J'ai vu tout ça, de mes yeux, j'ai filmé tout ça, j'ai diffusé tout ça dans mes documentaires¹. Et rien n'a changé. J'ai échoué.

Mais pas Dolkun. Malgré les pressions chinoises et un avis de recherche international d'Interpol, il a tenu bon. En 2018, avec le soutien de la diaspora ouïghoure, il a réussi à faire reconnaître l'existence des camps d'emprisonnement chinois par des instances de l'ONU et de nombreux gouvernements et parlements. Le monde se réveillait enfin. Depuis lors, les médias tout comme les politiques se sont emparés du sujet. Et c'est tant mieux.

Aujourd'hui, Dolkun et moi, nous avons tous les deux vieilli. Il est devenu le président du Congrès mondial ouïghour et le porte-voix officiel de son peuple. Je suis fier de le connaître. Et plus encore qu'il m'ait choisi pour traduire et adapter son livre. Grâce à lui, j'ai là une occasion supplémentaire de tenir ma promesse de briser le silence autour des souffrances ouïghoures.

Éric Darbré

1. Mon dernier documentaire a été diffusé sur LCP en octobre 2022. *Ouïghours : Mécanique d'un génocide annoncé*, www.youtube.com/watch?v=o2BIxweyuQY

Note du traducteur

Le nom officiel chinois de la région ouïghoure est « Région autonome ouïghoure du Xinjiang ». Xinjiang signifie en mandarin « nouvelle frontière ». Comme une grande majorité de Ouïghours, Dolkun Isa, l'auteur de ce livre, utilise la dénomination antérieure à l'arrivée des Chinois : le Turkestan oriental.

Dédicace

Je dédie ce livre à deux femmes héroïques qui ont profondément marqué ma vie. Ces femmes ont toutes deux payé un lourd tribut pour moi. L'une est ma mère, Ayhan, et l'autre est mon épouse, Mahire.

La première est morte dans un camp de concentration chinois parce que j'étais son fils.

Bien sûr, toutes les mères sont formidables, mais je vous assure que la mienne se démarquait par une force de caractère et une volonté inébranlables. Quand j'ai été condamné en Chine en 1988 pour avoir organisé un mouvement étudiant, ils étaient nombreux dans mon entourage à ne plus oser me saluer. Même mes amis proches et des membres de ma famille. Ce furent des temps difficiles et je me sentais terriblement seul. Mes parents m'ont soutenu, ils sont devenus mes amis, mes compagnons de lutte et mes plus fidèles appuis.

Quand, en 1994, j'ai dû quitter la Chine, ma mère m'a accompagné à l'aéroport de Pékin. Juste avant d'embarquer sur mon vol pour Istanbul, elle m'a serré dans ses bras et s'est écriée : « Quand te reverrons-nous, mon fils ? » L'instant d'après, pleine d'abnégation, elle m'a encouragé : « Ne t'inquiète pas pour ton père et

moi. Nous sommes heureux de voir le chemin que tu prends. Surtout pense à ton peuple et continue sur la voie qui te semble la plus juste et en laquelle tu crois. »

En 2003, le gouvernement chinois m'a qualifié de « terroriste » et a diffusé mon portrait partout en Chine : dans les journaux d'État et sur les chaînes de télévision. Je sais que la police est alors venue chez mes parents à Aksu¹ et les a forcés à me renier. Ma mère a refusé, avec fermeté, elle leur a déclaré : « Jamais je ne tournerai le dos à mon propre fils. Jetez-moi en prison et maltraitez-moi si vous voulez, mais ne comptez pas sur moi pour dire que mon fils est un terroriste. »

Les interrogatoires à n'en plus finir, les pressions constantes, les menaces de la police chinoise, rien ne l'a jamais brisée. Elle ne s'est plainte de ces épreuves à aucun moment. Elle aurait pu me dire : « Fils, pense à nous et stoppe tes activités contre la Chine. » Mais elle ne l'a pas fait. Finalement, le gouvernement chinois l'a envoyée dans un camp à l'âge de 78 ans, ce qui l'a tuée. Ses seuls crimes furent d'être ouïghoure et que je sois son fils. Comme les autorités chinoises ne parvenaient pas à me capturer, elles se sont vengées sur ma mère. J'ai appris son décès par Radio Free Asia² le 17 mai 2018. Je ne sais pas où elle a été enterrée ni même si elle a une tombe. À cause des Chinois, je n'aurai plus jamais l'occasion de lui montrer que je peux être un bon fils.

1. Ville du sud du Turkestan oriental.

2. Radio privée financée indirectement par le gouvernement américain *via* US Agency for Global Media. Elle est diffusée en neuf langues, dont le ouïghour.

Dédicace

Mahire est mon autre héroïne. Mon épouse n'a rien d'une activiste, elle est d'un caractère calme et réservé. C'est une femme humble et la mère de nos deux enfants. Depuis trente ans, elle a toujours été à mes côtés. Quand elle a lié son destin au mien, elle s'attendait certainement à une existence paisible et heureuse que je n'ai pas été en mesure de lui offrir tant ma vie d'exilé fut souvent remplie de tempêtes et de batailles. De plus, j'ai passé la plupart de mon temps à voyager et, par conséquent, trop peu à m'occuper de ma famille. Mahire a été à la fois une mère et un père pour nos enfants. Ainsi qu'une femme active : pour soutenir financièrement le foyer, elle a dû travailler sans compter ses heures. Je n'oublie pas que, depuis qu'elle a quitté la Chine, il y a vingt-six ans, elle n'a jamais eu la possibilité de retourner sur la terre de ses ancêtres ni de revoir ses parents.

Cette femme héroïque n'a rien à se reprocher. Tout comme pour ma mère, son seul crime, c'est l'amour pur et sincère qu'elle m'accorde. Elle a souffert d'être l'épouse d'un soi-disant « terroriste ». Elle en a payé le prix fort, mais elle m'assure qu'elle ne l'a jamais regretté. Elle n'est pas tombée dans les pièges tendus par les Chinois et continue de me soutenir. Quand j'ai été arrêté pendant mes voyages et menacé d'expulsion vers la Chine, ma femme a toujours su réagir. Elle s'est précipitée vers les ambassades allemandes, implorant les avocats de m'aider, se battant avec énergie pour me sauver. Elle a passé tant de nuits blanches à m'attendre dans l'angoisse... Mahire est mon soutien,

Le Piège chinois

mon amie la plus fidèle et ma confidente au quotidien.
J'aurais tellement aimé pouvoir être un meilleur mari
pour cette femme héroïque et un meilleur père pour
mes deux enfants.

Prologue

J'ai beau vivre dans le « monde libre », pendant une grande partie de mon existence je me suis senti prisonnier.

J'ai beau désormais être citoyen d'un pays européen – pays dans lequel la démocratie, les droits de l'homme, la liberté d'expression et l'État de droit sont censés être des principes directeurs – j'ai dû faire face aux pires injustices.

On m'a privé de ma liberté de voyager, on a piétiné ma dignité, j'ai été détenu et interrogé arbitrairement. Ces événements traumatisants ont eu lieu ici, dans le monde libre, ce monde qui m'avait fait tant rêver et dans lequel j'avais placé toute ma confiance et mes espoirs. Ici, dans ces pays occidentaux si respectueux du droit et de la loi.

Malgré toutes ces humiliations, ou peut-être à cause d'elles, j'ai persévéré dans mon objectif : militer pour le peuple du Turkestan oriental, pour mon peuple. Depuis des années, nous sommes contraints de renoncer à notre identité culturelle, à nos croyances religieuses et, surtout, nous subissons un génocide civilisationnel et physique. Près de trois millions d'habitants du Turkestan oriental sont actuellement emprisonnés dans des camps de concentration.

Le Piège chinois

Dans ma quête de justice, j'ai traversé des moments de doute, d'épuisement moral, d'abattement. J'ai été tenté de tout abandonner et de mettre fin à ma vie. Quand j'ai été expulsé des États-Unis et renvoyé vers l'Allemagne, j'ai souhaité que mon avion s'écrase pour mettre un terme à mes malheurs. Quand je me suis retrouvé en détention à Séoul, menacé d'extradition vers la Chine, j'ai envisagé le suicide comme une porte de salut. Mieux valait la mort que de finir entre les mains des Chinois. Ces épisodes dramatiques qui m'ont changé à tout jamais portent tous la signature du régime le plus oppressif et autocratique du monde, celui de la Chine communiste.

Comment ai-je pu devenir l'ennemi numéro un de ce gigantesque pays ? Pour être franc, je m'interroge encore.

J'ai grandi sur une terre loin de l'attention du monde, oubliée du plus grand nombre. Cette terre, le Turkestan oriental, s'est retrouvée sous l'occupation de la Chine communiste en 1949. Quand je suis né, en septembre 1967, ce vaste territoire était donc depuis dix-huit ans une province chinoise, aujourd'hui officiellement renommée « Région autonome ouïghoure du Xinjiang ».

Je suis né dans la ville d'Aksu, une grande et antique cité-oasis, un point de passage clé sur les anciennes routes de la soie. Pékin se trouve à près de 3 500 kilomètres de chez moi. Un autre monde, une autre culture.

À ma naissance, la Révolution culturelle¹ de Mao faisait rage. Des milliers de brillants intellectuels, d'érudits

1. Période sanglante de l'histoire chinoise qui s'étend de 1966 jusqu'à la mort de Mao en 1976.

Prologue

religieux et de riches commerçants étaient emprisonnés. Partout, des héros patriotiques ouïghours étaient assassinés pour « droitisme » et « trahison ». C'était un temps de ténèbres et d'oppression.

En 1984 je me suis inscrit à l'université du Xinjiang. J'avais 17 ans et je ne comprenais pas grand-chose aux questions d'identité, de nationalité entre les Ouïghours et l'État chinois. Mais tout a changé pendant mes années universitaires. En quelques mois, j'ai découvert qui j'étais, à quelle culture j'appartenais. J'ai vu le monde différemment, me créant par la même occasion ma propre manière de penser. Cela a été une révélation. Par la suite, je me suis plongé dans notre histoire, celle des Ouïghours, et j'ai compris que l'oppression que nous subissions n'était pas une fatalité voulue par Dieu, mais les conséquences d'une colonisation inique. Alors j'ai su que je pouvais jouer un rôle pour changer cette tragique réalité. Après quelques années de militantisme étudiant et à cause des pressions chinoises, j'ai dû, en 1994, quitter le pays, laissant derrière moi ma famille, mes amis et la terre de mes ancêtres. Je ne savais pas alors que c'était la dernière fois que je voyais mes parents. Ni que je deviendrais la bête noire d'un État aussi puissant. Comment pouvais-je imaginer que la Chine me placerait sur les notices rouges d'Interpol aux titres d'« assassin » et de « criminel » ?

Après les attentats du 11 septembre 2001, les Chinois y ajouteront une nouvelle qualification, celle de « terroriste ». Oui, les régimes totalitaires peuvent, du jour au lendemain, faire de vous un homme recherché pour les pires crimes. Et, croyez-moi, se retrouver soudainement

accusé d'être un assassin et un terroriste, c'est une vie que je ne souhaite à personne.

La notice rouge d'Interpol est restée en circulation dans le monde entier pendant vingt et un ans, faisant peser sur moi, comme une épée de Damoclès, la menace d'être arrêté à tout moment. C'est à cause de cette notice que j'ai été détenu en Suisse, en Turquie, en Corée du Sud, en Italie et aux États-Unis. Chaque fois, aux yeux des forces de l'ordre locales, j'étais un « terroriste » qui devait s'estimer chanceux de ne pas être éliminé immédiatement. Chanceux, même si le risque d'être extradé vers la Chine se faisait sans cesse plus pressant.

Mais qu'importe... J'ai toujours pensé que la liberté et la justice ne s'obtenaient pas gratuitement et qu'il fallait se battre. Si j'ai connu des moments de découragement, jamais je n'ai perdu espoir. Si, un temps, j'ai courbé l'échine, jamais je n'ai abandonné. Finalement, la menace qui me poursuivait comme une ombre a disparu le 21 février 2018 : malgré les pressions de Pékin, la notice rouge a été définitivement levée à cette date-là.

Tant que j'étais injustement accusé d'être un « terroriste », toutes les portes des grandes institutions internationales me restaient fermées, faisant de moi un paria, un militant bâillonné, interdit de défendre sa cause, sans avenir. Aujourd'hui tout a changé, je suis devenu fréquentable, et le plus grand nombre me voit comme un combattant de la liberté et un défenseur des droits de l'homme et de la démocratie. Des organismes mondialement reconnus qui m'avaient auparavant ostracisé m'ont même décerné des récompenses et des distinc-

Prologue

tions. Quant aux parlements des plus grandes démocraties de la planète qui m'avaient si longtemps traité comme un criminel, ils se sont mis à m'inviter pour que je vienne témoigner devant leurs députés. Je pense notamment au Congrès américain, au Parlement européen, au Haut-Commissariat des droits de l'homme des Nations unies et à tant d'autres assemblées nationales de par le monde. Je peux enfin librement leur exposer ce que j'ai subi, ainsi que ce que mon peuple a subi et subit encore. Je peux leur révéler la vraie nature du régime chinois.

Puisqu'il n'existe plus de notice rouge d'Interpol contre moi, normalement, je devrais être capable de voyager partout sur cette planète comme n'importe quel citoyen. Malheureusement, ce n'est toujours pas le cas. Certes, Interpol semble s'être libéré des pressions et de l'ingérence néfaste de la Chine, mais Pékin n'a pas dit son dernier mot. Son influence dans de nombreuses régions du globe demeure considérable et je continue de ne pas pouvoir me rendre dans certains pays. Et pas des moindres. Des puissances comme la Turquie et l'Inde me ferment toujours leurs portes. Tout cela pour plaire à Xi Jinping. Ou plutôt pour ne pas lui déplaire.

Après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, le Parti communiste chinois (PCC) a changé de méthode concernant le Turkestan oriental : d'une assimilation forcée et d'une attitude discriminatoire envers les Ouïghours, il est passé à une politique ouvertement génocidaire. Fin décembre 2015, le PCC a adopté sa

toute première loi antiterroriste en mettant en avant la « menace intérieure djihadiste au Xinjiang ». Cette loi offrait un cadre légal pour durcir encore plus l'appareil sécuritaire étatique et commencer à commettre des crimes contre l'humanité à l'encontre de mon peuple.

Dès l'année suivante, en 2016, des camps de concentration sont sortis de terre partout au Turkestan oriental. Officiellement, il ne s'agissait que de « centres de rééducation ». Des millions de Ouïghours, de Kazakhs et d'autres musulmans turcophones vont y être emprisonnés, persécutés pour leur foi et obligés de renoncer à leur identité culturelle. On va les contraindre aux travaux forcés et les réduire en esclavage. Un nombre incalculable d'organes seront prélevés sur les prisonniers et vendus. Quant aux enfants, par centaines de milliers ils vont se retrouver orphelins.

Depuis 2017, des milliers de mosquées ont été démolies et autant de Corans brûlés. Le PCC a même publiquement déclaré la guerre à l'islam², le qualifiant de « virus idéologique [qui] doit être éradiqué ». Des cimetières et des tombeaux vieux de sept à huit siècles ont été détruits sans égard. Le plus décevant, c'est que le monde musulman n'a pas réagi et s'est entêté à garder le silence. Pire, certains pays dont l'islam est la religion officielle ont carrément choisi de soutenir la Chine et ses crimes.

2. Ramzy, Austin et Chris Buckley, « “Absolutely No Mercy”: Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims », *The New York Times*, 16 novembre 2019.
www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html

Prologue

Le monde regardait ailleurs pendant la Seconde Guerre mondiale quand les nazis massacraient six millions de Juifs. Après la chute du III^e Reich, tous ont regretté de ne pas avoir agi, et tous ont promis : « Plus jamais ça ! » Soixante-dix ans plus tard, la Chine massacre les Ouïghours dans l'indifférence quasi générale de la communauté internationale.

J'ai consacré les trente dernières années de ma vie non seulement à lutter pour la liberté du peuple du Turkestan oriental, mais aussi à informer le monde sur les actions du Parti communiste chinois.

Ce livre, fondé sur mon expérience, n'a d'autre ambition que d'illustrer par des faits cette terrible réalité. Vous y découvrirez ce que subit un simple individu qui a osé s'élever contre la barbarie d'une dictature. D'autres que moi ont déjà été les victimes de la répression d'une puissance occupante. Des figures historiques majeures de l'activisme pacifique comme Nelson Mandela ou Mahatma Gandhi ont eu à endurer le pire. Ce qui distingue mon histoire de la leur, c'est que mon ennemi, la Chine, est parvenu à me traquer et à me nuire partout dans le monde, même dans des pays démocratiques censés respecter et défendre les libertés fondamentales.

Je ne sais pas comment mon combat se terminera ou ce qu'il m'arrivera. Tant que la Chine continuera d'étendre son influence, y compris en Occident, mon avenir demeurera incertain.

Espérons qu'après avoir lu ce livre, vous puissiez comprendre que le vôtre l'est aussi.

Première partie

Le piège

Chapitre 1

La complicité d'Interpol

Depuis mon arrivée à Munich comme réfugié politique, j'ai toujours pensé que ma sécurité était garantie par les lois et la justice de la République fédérale d'Allemagne. Ainsi, je me sentais en sécurité. Ce sentiment était largement partagé par les immigrants installés dans ce pays ; plus spécifiquement pour nous, Ouïghours, un tel environnement stable et solide nous garantissait de mener librement nos activités de militants contre les atrocités de la Chine au Turkestan oriental. Tout se passait bien jusqu'en 1999, quand j'ai découvert que j'étais recherché par Interpol depuis déjà deux ans. Pour quels motifs ? Meurtre, activités criminelles en bande organisée, vol...

Revenons un peu dans le passé pour mieux comprendre comment tout cela a pu advenir.

En mai 1994, je suis arrivé sur le sol turc après avoir fui la Chine. Très vite j'y ai fondé l'Union des étudiants et des jeunes du Turkestan oriental. À l'époque, la Turquie ne comptait en tout et pour tout que soixante à soixante-dix étudiants ouïghours. Malgré nos manques de moyens, nous avons réussi à mettre

sur pied des conférences universitaires, des cérémonies commémoratives et des manifestations. Aucune de ces activités n'était interdite. Nous avions le droit de mener des marches pro-ouïghoures et d'y agiter le drapeau bleu du Turkestan oriental, ou encore de critiquer et de condamner ouvertement la Chine. En théorie. En pratique, ce fut différent. Les pressions de Pékin sur les autorités turques n'ont pas tardé. Rapidement, ces dernières m'ont fait comprendre qu'il serait dans mon intérêt de mettre un terme à ces activités.

C'est alors que j'ai demandé et obtenu l'asile politique en Allemagne en juin 1996. Pourquoi l'Allemagne ? Pour plusieurs raisons.

Dans ces années-là, très peu de Ouïghours vivaient en Europe, sauf en Allemagne où une poignée de familles s'étaient regroupées, principalement à Munich. Ces Ouïghours s'y étaient installés afin de travailler pour Radio Free Europe. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis avaient créé cette radio à Munich pour mener leur guerre médiatique contre le monde communiste. Les programmes y étaient proposés dans plusieurs langues, dont le ouïghour. L'équipe de ce service se composait d'un petit groupe de militants¹ parmi lesquels Erkin Alptekin qui avait fondé, en 1990, la première organisation ouïghoure établie en Occident : l'Union du Turkestan oriental en Europe.

C'était un bon début pour attirer d'autres Ouïghours. Ceux-ci ne tardèrent pas à affluer. Après l'éclatement

1. Polat Qadir, Satar Bulbul, Ghulamidin Pahta, Omer Kanat, Zeynep Aktash et Enver Can.

de l'Union soviétique, l'indépendance des républiques d'Asie centrale en 1991 nous avait redonné espoir. N'étions-nous pas les cousins des citoyens de ces nouveaux États : le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan... ? Ne partageons-nous pas une même culture, une même famille linguistique, un passé commun ? Bref, si eux avaient réussi à s'émanciper de la tutelle russe, pourquoi n'en serait-il pas de même pour nous avec celle des Chinois ?

De nombreux jeunes Ouïghours en provenance d'Asie centrale, d'Égypte et du Pakistan ont commencé à venir en Allemagne. Tout naturellement, Munich a pris le statut de premier centre d'activisme politique ouïghour en Occident.

À peine installé là-bas, j'ai lancé, avec l'aide d'Omer Kanat (qui avait joué un rôle majeur dans ma décision de venir en Allemagne), de Messieurs Asgar Can, Perhat Muhammet et d'Abdulahakim Idris (tous de l'Union du Turkestan oriental en Europe), le Rassemblement culturel mondial des jeunes ouïghours ; nous étions en novembre 1996. Très vite il nous a semblé évident de créer un organe politique pour encadrer et structurer cette force vive : ce sera le Congrès mondial de la jeunesse ouïghoure.

Nos objectifs se résumaient en deux points majeurs : défendre notre peuple et sensibiliser l'opinion internationale à l'oppression que nous subissions de la part des Chinois. Très peu d'Européens connaissaient alors les Ouïghours, et encore moins leur sort. Et presque personne ne savait vraiment ce qu'était le régime chinois, je veux dire ne connaissait son vrai visage.

Le piège

En décembre 1999, j'ai été invité à une conférence à Washington par un activiste pro-démocratie chinois, Wei Jingsheng². L'événement devait se tenir au Congrès américain avec la participation de militants de Hong Kong, de Taïwan, du Tibet, de la Mongolie-Intérieure et de la région ouïghoure.

Je n'étais jamais allé aux États-Unis. D'anciens camarades de classe y vivaient. C'était notamment avec eux que j'avais lancé un mouvement étudiant au Turkestan oriental en 1988 pour protester contre le régime chinois. Je n'avais pas eu l'occasion de les revoir depuis. J'avais donc décidé de me rendre à Washington pour assister à la conférence bien sûr, mais aussi pour retrouver mes vieux amis. Je comptais également mieux faire connaître la cause ouïghoure aux Américains.

Comme je n'étais pas encore citoyen allemand, je ne possédais pas de passeport mais un document de voyage pour réfugiés, et, par conséquent, je devais demander un visa pour me rendre aux États-Unis. Je me suis présenté au consulat général à Francfort (il n'y a pas de bureau des visas à celui de Munich), accompagné de mon ami Otkur Mamtimin. J'ai rempli le formulaire et nous avons attendu près d'une heure dans un couloir. Un agent de sécurité a fini par sortir du bureau des visas et m'a observé d'un air méfiant. Je sentais que quelque chose clochait.

2. Militant des droits de l'homme et dissident chinois né en 1950. Emprisonné en Chine pendant dix-huit ans, il vit aux États-Unis depuis 1997. Il a créé la Fondation Wei Jingsheng qui lutte pour la démocratisation de la Chine.

La complicité d'Interpol

— Pourquoi me regarde-t-il si durement ? ai-je demandé à mon ami.

L'homme est retourné dans le bureau et est revenu dix minutes plus tard, toujours avec ce même regard.

— Levez-vous et suivez-moi, a-t-il ordonné en m'indiquant la sortie.

— Où dois-je aller ? J'attends mon passeport, lui ai-je répondu.

— C'est terminé ! Dehors !

Il ne parlait plus, il hurlait.

Désarçonnés, nous avons quitté le bâtiment.

Dehors, des policiers allemands nous attendaient dans leurs voitures. L'agent de sécurité américain s'est entretenu avec eux pendant quelques minutes. J'ai entendu l'un des policiers répondre :

— Nous ne pouvons pas l'arrêter sans raison.

J'étais sous le choc. Je n'y comprenais rien. Deux d'entre eux se sont approchés de moi et, d'un ton rassurant, m'ont dit :

— Il y a sûrement un malentendu... Venez avec nous au poste de police, nous voulons clarifier un point ou deux.

J'ai acquiescé d'un air résigné et je suis monté dans leur véhicule. Ils n'ont pas permis à Otkur Mamtimin de m'accompagner mais ils lui ont donné l'adresse du commissariat et lui ont dit d'utiliser les transports en commun ou sa propre voiture s'il souhaitait me rejoindre. Les policiers semblaient calmes et cela m'a apaisé. « Tout va bien se passer », me suis-je persuadé.

Le piège

Quand nous sommes arrivés au poste, un policier s'est approché de moi et m'a lancé sur le ton de la plaisanterie :

— Êtes-vous un meurtrier ? Si oui, combien de personnes avez-vous tuées ?

J'ai répondu sur le même ton, en souriant :

— Moi ?! Si seulement vous saviez...

— Bon, a-t-il repris, de toute évidence, il doit y avoir une erreur. Peut-être un homonyme. Veuillez patienter, le temps de vérifier.

Pendant que j'attendais, sa question – « Êtes-vous un meurtrier ? » – résonnait dans ma tête. Pourquoi m'avait-il demandé cela ? Que se passait-il ? Moi, un meurtrier ? Je n'ai jamais tué personne, pas même un animal.

Je les ai vus passer plusieurs appels. Le mot « Interpol » est revenu à chaque fois dans leur conversation. Interpol... Je connaissais vaguement cette institution. Pour moi c'était une organisation policière internationale chargée de traquer dans le monde entier les criminels et les fugitifs les plus recherchés, les plus dangereux, les plus vicieux. En bref, des personnes ayant commis des crimes odieux. Impossible d'imaginer que je puisse être associé à de tels individus.

Deux heures s'écoulèrent. La police continuait de téléphoner et je faisais les cent pas à l'intérieur du commissariat. Mamtimin avait fini par arriver. Je ne doutais pas que tout allait se régler en ma faveur, j'avais surtout hâte de récupérer mon document de voyage avant la fermeture du consulat américain.

Finalement, l'officier qui avait plaisanté sur mes prétendus crimes est revenu, mais en colère. Il m'a montré une photo en me demandant :

— Est-ce vous ?

Son changement de ton ne présageait rien de bon. Sur la photo, c'était bien moi. Un vieux cliché datant d'au moins dix ans. Comment avaient-ils trouvé cette photo ? Elle ne pouvait venir que de mon pays, le Turkestan oriental. Qui la leur avait envoyée ?

— C'est vrai qu'il me ressemble, ai-je fini par répondre d'un air faussement détaché.

— Si c'est bien vous, alors vous êtes en état d'arrestation, a coupé le policier.

Je ne savais plus quoi dire. Il m'a présenté un mandat d'arrêt avec mon nom, ceux de mes parents et mon adresse à Aksu. De toute évidence, il n'y avait aucune erreur, aucun malentendu, j'étais bel et bien la personne recherchée. J'ai immédiatement mesuré la gravité de la situation et compris que la Chine se trouvait derrière toute cette machination.

Mais comment ? Et pourquoi ?

J'avais été expulsé de l'université du Xinjiang après le grand rassemblement étudiant de 1988. C'était il y a longtemps. Après mon arrivée en Turquie en 1994, j'avais fondé plusieurs organisations et préparé des manifestations bien modestes. Rien qui puisse attirer l'attention de la Chine. Quant à nos activités depuis la fondation du Congrès mondial de la jeunesse ouïghoure en Allemagne en 1996, cela restait inoffensif, d'autant plus avec nos ressources financières si limitées. Il en allait de même pour notre lobbying auprès

des Nations unies et de l'Union européenne, qui ne faisait que commencer et ne rencontrait guère de succès. Apparemment, c'était déjà trop pour la Chine. Mais de là à me faire rechercher par Interpol ! Je ne parvenais pas y croire... Pourtant, tout était écrit noir sur blanc sur le mandat d'arrêt international : une notice rouge avait été éditée contre moi en 1997 avec pour chefs d'inculpation : « Meurtre, activités criminelles en bande organisée, vol... » C'était du sérieux.

J'ai appelé mon avocat, Albrecht Göring.

J'ai attendu sur place près de six heures. Même si on ne m'avait pas officiellement arrêté, je n'avais pas le droit de partir. La police a examiné avec attention les documents que j'avais fournis trois ans plus tôt lors de ma demande d'asile en Allemagne, ainsi que tout ce qui concernait mon activisme politique contre la Chine depuis mon arrivée sur le sol allemand. Les agents se sont réunis, ont longuement discuté et, finalement, le policier qui m'avait questionné est revenu vers moi.

Son ton était redevenu plus amical.

— Pékin a émis un mandat d'arrêt contre vous en 1997. Mais vous avez demandé et obtenu l'asile en Allemagne en 1996. Dans ce pays, les notices rouges d'Interpol ne sont pas prises en compte si elles concernent un réfugié politique. Ne vous inquiétez pas, tant que vous restez en Allemagne et dans les autres pays de l'Union européenne, rien ne peut vous arriver. Vous êtes ici en sécurité. Si vous voyagez aux États-Unis, les autorités américaines vous bloqueront peut-être au moment de passer les contrôles à la douane. Mais elles